

[polemia.com](https://www.polemia.com)

# Les élections régionales de Marine Le Pen : le début de la fin

*Polémia*

28-36 minutes

---

**Par Philippe Christèle, consultant international ♦ Dans un article aussi fouillé que passionnant, Philippe Christèle revient de manière factuelle sur la déroute électorale du Rassemblement national lors des élections régionales et départementales. Certes, le RN n'a pas été le seul perdant de ces élections. La France insoumise et La République en marche ont été violemment rejetés par les Français. Mais le bilan du Rassemblement national est famélique, alors même qu'une part croissante de la société française semble désormais capable d'admettre qu'il existe un grave danger lié à l'immigration extra-européenne. Pour expliquer les tenants et les aboutissants de cette déconvenue électorale, place à Philippe Christèle. Cet article est composé de deux textes, l'un rédigé entre les deux tours et l'autre après le second tour. Bonne lecture.**

**Polémia**

Le premier tour des élections départementales et régionales du 20 juin 2021 a livré une triste sentence pour le Rassemblement

national (RN).

Donné en tête ou en deuxième position dans quasiment toutes les régions métropolitaines, annoncé possiblement gagnant dans trois régions, prévu en progression pour ce qui était, comme l'annonçait avec gourmandise Jordan Bardella deux jours avant le vote « dernier arrêt au stand avant la présidentielle », le RN a lourdement chuté.

Veaux, vaches, cochons s'en sont allés. Aucune région ni aucun département n'a été conquis. Le nombre d'élus est en baisse et, plus que tout, c'est le scénario d'une Marine gagnante ou presque en 2022 qui vient de s'effondrer avec fracas.

Il suffit d'entendre Marine Le Pen ou son cercle proche, depuis le soir du premier tour jusqu'aux médias de la semaine d'entre-deux-tours, pour s'en convaincre : aucune leçon, aucune remise en cause de quoi que ce soit ne sera faite. Marine Le Pen elle-même l'a dit sur France Inter : « S'il y a des gens qui trouvent que nous n'en faisons pas assez et d'autres qui trouvent que nous en faisons trop, c'est que nous sommes sur la bonne ligne. » Sur cette bonne parole d'esprit centriste, circulez, il n'y a rien à voir. Alors, comme souvent, la fondation Polémia s'attache à tirer quelques enseignements de cette élection. Les résultats, leur contexte, la tête de liste, etc., donnent des indications précieuses pour ausculter une défaite que, visiblement, les principaux intéressés n'analyseront pas.

## **1. L'analyse des chiffres**

**D'abord les chiffres. Dans leur nudité, leur crudité, leur cruauté.**

Le premier tour des élections régionales 2021 montre, pour le RN, une perte de 3,3 millions de voix, sur un total d'un peu plus de 6 millions, soit près de 55 % de ses électeurs de 2015.

Rapporté à un résultat plus récent comme celui des européennes 2019 (nous excluons les élections municipales qui ne sont pas comparables), on note là encore une perte de près de 2,6 millions de voix, soit une petite moitié du stock. Le résultat pourrait être encore plus terrible rapporté au score du 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle de 2017 (7,9 millions de voix perdues soit 75 % de ses électeurs à la présidentielle).

Tous les observateurs de ces dernières années ne cessent de constater le déclin du pays sur à peu près tous les aspects : régaliens, économiques, sociaux, rôle et influence dans le monde, etc. Les électeurs ont vu passer les Gilets jaunes, la crise sanitaire, la litanie des attentats dont l'égorgeage de Samuel Paty ; tous éléments qui auraient dû amplifier leurs votes précédents. Et pourtant, c'est l'inverse qui s'est produit.

Examinons maintenant ces chiffres nationaux d'un peu plus près.

Avant de s'intéresser aux résultats en métropole, jetons un œil sur ces outre-mer qui, on le sait, ont toutes les faveurs de Marine Le Pen, toute son attention, au point d'être l'un des thèmes les plus cités dans les communiqués de presse du parti. Las, après tant d'investissement, le RN n'aura réussi à présenter que deux listes dans quatre régions, avec moins de 4 % à la Guadeloupe derrière la députée européenne Maxette Pirbakas (qui avait refusé, au Parlement européen, de voter contre la résolution de soutien au mouvement Black Lives Matter) et moins de 2 % à la Réunion. Voilà qui devrait permettre à André Rougé, le monsieur DOM-TOM du RN, de se mettre sérieusement au travail et de

réviser ses gammes pour la présidentielle.

Dans ce désastre électoral, toutes les têtes de liste ne sont pas logées à la même enseigne. En pourcentage des suffrages exprimés, le RN recule d'environ dix points sur son score de 2015 (18,70 % vs 28,43 %) mais ce recul se constate entre - 3,90 pour la Bretagne et - 16,27 pour Sébastien Chenu dans les Hauts-de-France, qui est enfin arrivé premier quelque part.

Si l'on met de côté la Corse (dont le RN disparaîtra de l'assemblée après avoir, une fois de plus, décapité une bonne équipe locale qui aspirait à un peu... d'autonomie), on observe que les reculs les plus forts sont face à des sortants de droite : - 10,08 % en moyenne ; et même - 11,06 % si on exclut PACA qui a une caractéristique différente (nous y reviendrons). En comparaison, la moyenne des reculs dans les régions dont le sortant est de gauche n'est que de - 6,9 %.

Cela veut donc dire que le RN est plus efficace et mobilisateur face à la gauche que face à la droite. Le clivage « patriotes » contre « mondialistes », qui peut être structurant sur le plan intellectuel et conceptuel, n'est pas opérant électoralement car l'électeur RN réagit différemment face à un sortant de gauche ou face à un sortant de droite, alors même que ces derniers pourraient sans difficulté se trouver dans le camp des « mondialistes ».

À cet égard, il n'y a pas de hasard à constater que les échecs RN les plus lourds (Chenu en tête avec - 16,27 dans les Hauts de France, soit la perte de 64 % des voix obtenues en 2015 ; Kotarac en 3<sup>e</sup> position face à Laurent Wauquiez avec - 13,19 % et 67 % d'évaporation) concernent des têtes de liste qui ont un profil

différent de ceux de la droite nationale traditionnelle et qui, face à un sortant de droite affichant des vellétés de droite « musclée », n'ont pas cherché l'affrontement sur ce sujet, préférant les axes économiques et sociaux. Les symboles de cela, c'est Chenu qui congédie la jeune Thaïs d'Escufon lorsqu'il apprend qu'elle a appartenu aux identitaires, ou encore Kotarac, jeune intellectuel qui a courageusement quitté le barnum de La France insoumise mais qui n'a pas les codes dans une région traditionnellement très à droite.

## **2. L'analyse des causes**

**Comme souvent, plusieurs causes amènent au résultat et nous pouvons en citer quelques-unes.**

### **La structuration de l'électorat**

Commentant sa défaite, Philippe Olivier, beau-frère de la patronne et fort en thème multicalques de la famille, expliquait doctement aux journalistes que son parti était plus touché que les autres par l'abstention car populaire, tandis que les autres partis rameutaient leurs clientèles diverses.

C'est tout à fait exact et l'analyse des abstentions a montré, comme toujours, que les électors les plus populaires s'étaient abstenus, même si, pour la première fois, une proportion significative de CSP+ l'avait fait également.

Nous pourrions objecter à ce puits de science que cette faiblesse de l'électorat du RN est connue, reconnue, et même structurelle. Elle était déjà là en 2015 lors du score record. Et donc, une fois qu'on le sait et qu'on l'a intégré, il y a deux choses à faire :

- À court terme, c'est parler simple, fort et vrai, sur des convictions tranchées. Lors des derniers travaux programmatiques du RN, Philippe Olivier, le même, avait fièrement porté devant la presse un nouvel acquis central dans la doxa du parti : le concept de démétropolisation. Curieux qu'il n'ait pas fait lui-même le lien entre ceci et cela. Il est encore temps de réagir et c'est un conseil d'ami, parce qu'Olivier nous a expliqué que cette démétropolisation et son corollaire, la « fracture territoriale », petit pastiche chiracoïde qui permet de ne pas parler d'identité, serait au cœur de la prochaine présidentielle.
- À moyen terme, c'est se préoccuper d'équilibrer son électorat, un peu comme une entreprise qui cherche à diversifier ses clients pour éviter d'être ruinée le jour où telle ou telle catégorie n'achète plus chez elle. Mais diversifier son électorat, donc l'attirer, le séduire, lui présenter des visages qui incarnent ce qu'il attend, demande beaucoup d'audace. C'est accepter de partager ; de mettre en avant d'autres visages que celui du clan. C'est accepter de travailler. C'est accepter la polyphonie et, *in fine*, des personnalités capables de rayonner sur d'autres thèmes ou qualités que ceux autorisés par la patronne.

### **Le choix de la pasteurisation**

« Je m'voyais déjà... » chante visiblement Marine Le Pen tous les matins. Elle se voit déjà au soir d'un premier tour d'élection présidentielle 2022 qui l'aurait qualifiée, et elle se prépare au second, à rassembler, comme disent tous les experts.

Pour cela, elle gomme à tout-va. Plus de discours radical sur l'immigration et l'identité. Plus de sortie de la CEDH. Toujours pas d'opposition, pas même une légère inquiétude sur le thème de

l'islam, si compatible avec la République qu'on encense à coups de vidéos grandiloquentes et de commémorations ratées à l'île d'Yeu ou ailleurs.

Or, on mobilise son électorat autour de ses convictions et, entre la pasteurisation de Marine Le Pen et, au-delà, sa propension à diaboliser ce qui est le plus à sa droite, comme les Identitaires ou le grand remplacement, le compte n'y est plus, et ça s'est vu.

La démonstration la plus éclatante a été fournie à son corps défendant par Jordan Bardella, le petit nouveau prometteur. En voie d'intégration à la famille, jeune apparatchik n'ayant encore rien connu de la vie familiale ou professionnelle, solidement campé sur une absence totale de convictions personnelles camouflée derrière une technique et une aisance oratoires de grande qualité, il est le poulain de Marine autant que Chenu est son « chouchou » (*sic*, le 9 avril 2021 dans *L'Opinion*). La démonstration est une image, vue par tous, de Jordan Bardella à Saint-Denis, signant son registre d'émargement tête baissée, devant une femme voilée, sans avoir le courage de bouger le petit doigt pour souligner cet écart aux règles de la laïcité.

Effectivement, les électeurs historiques du RN ne voient pas pourquoi ils se motiveraient pour un parti qui ne parle plus d'islam et laisse l'un de ses brillants éléments courber la tête en silence.

Et pourtant, la radicalité, ça marche et deux exemples le prouvent. D'abord, le score de Florian Philippot dans le Grand Est. Seul et sans parti digne de ce nom, il n'avait pour actif que son combat aussi incessant que courageux contre la dictature sanitaire, illustré autant sur les petits écrans que régulièrement, de ville en ville et de manifestation en manifestation, entre deux confinements. Il

récolte un très beau score de 6,95 %.

L'autre exemple de radicalité se déduit des élections départementales, à Perpignan et à Béziers. Quoi qu'on pense de ces deux maires, chacun reconnaîtra que Robert Ménard n'a jamais mis sa langue dans sa poche et a toujours porté le fer sur les combats les plus vigoureusement combattus par le politiquement correct, là où Louis Aliot a toujours préféré une posture de notable discret, ne se privant jamais de tirer sur l'« extrême droite » chaque fois qu'il pensait malin d'ainsi s'en distinguer.

Au premier tour des élections départementales, la moyenne des candidats RN dans les cantons de Béziers et son agglomération atteint 50,34 %. À Perpignan, elle est de 36,57 %. CQFD.

Le soir du premier tour, soucieuse de récupérer ses électeurs évanouis, Marine Le Pen leur a adressé une bonne partie de sa prise de parole. Elle a eu ce mot : « Déconfinez vos idées ! » Pas sûr que cette exhortation sans corps ni âme et au jeu de mots misérable ne suffise.

### **Enracinement, enracinement, enracinement**

En 2021, 60 % des candidats sur les listes régionales l'étaient également aux cantonales. Avec dans de nombreuses régions, des situations assez cocasses où un candidat était sur la liste d'un département A aux régionales, mais candidat aux cantonales dans le canton d'un département B.

Les raisons de ces pirouettes sont malheureusement simples. Le RN est incapable de fidéliser ses candidats, et même parfois ses élus. Quelques chiffres donnent le tournis : depuis l'élection de



2015, 94 des 358 conseillers régionaux élus avaient fait défection, soit tout de même plus d'un quart. *Idem* avec 10 des 62 élus départementaux. Un même phénomène avait durement touché les effectifs élus aux élections municipales.

Dans le petit monde du RN, les raisons de ces départs sont simples. Discipline, scission, exclusion..., c'est le lot commun de ces élus qui, dès qu'ils veulent exister ou tout simplement protester contre telle ou telle décision, sont voués aux gémonies par la direction du parti qui n'a jamais considéré ses mandats comme des atouts d'implantation et s'en débarrasse sans vergogne : que périclisse l'implantation locale, mais que la ligne soit sauve et pure !

Même ceux qui ne sont pas exclus en cours de route vont disparaître, souvent de leur fait, et c'est ainsi que près des deux tiers des conseillers départementaux sortants ne vont pas se représenter. Quel est leur bilan ? Aucun. Recrutés souvent au petit bonheur la chance pour remplir les cases qu'un parti sans militants ne peut combler, ils peuvent se retrouver élus et, pour leur malheur, errer six ans avec leur binôme au sein d'un conseil départemental d'élus compétents, rompus à la gestion locale, au sein duquel ils ne peuvent rien faire.

Car l'autre grand déficit du RN est l'attention qu'il porte à ses élus et à leur animation. Dans le RN de Marine Le Pen, il y a longtemps qu'il n'y a plus idée ou argent, et les animations d'élus sont réduites à la portion congrue. Ce qui empêche ces derniers d'exister au sein des assemblées dans lesquelles ils ont été élus. Qui peut citer, se souvenir d'une initiative d'élus RN au sein d'un conseil régional ?

Les langues se délient dans la presse de ces jours-ci au sujet de l'abstention des électeurs RN. Parmi les griefs vient celui de l'absence totale de visibilité de ces élus applaudis en 2015 et disparus depuis de l'horizon du brave citoyen électeur, auprès de qui il y a pourtant tant à faire.

Le dernier niveau de non-renouvellement est celui de la purge. Après la crise anti-Gollnisch, anti-Marion, anti-Philippot et anti-identitaire, il ne reste plus grand monde. Peut-être un jour quelqu'un racontera-t-il comment Marine Le Pen et sa garde rapprochée ont mené les commissions d'investiture pour ces dernières régionales et les humiliations infligées aux têtes de liste tout heureuses d'en réchapper.

Le petit monde RN de Marine Le Pen tourne en rond dans la spirale du vide. Des candidats médiocres, peu compétents et peu animés, inexistants sur le terrain et dans leurs assemblés, au service d'un discours électoral édulcoré... mais qui peut croire que le résultat eût pu être autre ?

Pourtant, là encore, les chiffres montrent la puissance de l'enracinement. Au-delà des scores dans les cantons de Béziers et Perpignan déjà évoqués, un autre exemple est éclairant. Considérons les scores obtenus dimanche 20 juin par les candidats du RN dans les 62 cantons gagnés en 2015 et faisons deux catégories : la première avec les cantons dont la ville centre est tenue par le RN ; et la seconde lorsque ce n'est pas le cas. Dans la première catégorie, la moyenne des résultats est de 55,5 % et elle est de 35,4 %, soit 20 points de moins, dans la seconde (source : Paul Cébille).

Une mairie, ce sont des cantons. Des cantons font une

circonscription. Ainsi va le monde de l'enracinement électoral, compris et acté par tous les partis... sauf le RN de Le Pen de père en fille.

## **Le poids personnel de la tête de liste**

Difficile de comprendre les choix de Marine Le Pen pour ses têtes de liste, et surtout pourquoi ces personnalités pourraient porter en elles un « plus » censé réveiller et séduire les électeurs.

Qu'on pense à Sébastien Chenu, transfuge de plusieurs partis libéraux et de l'UMP, du cabinet de Christine Lagarde et de l'association GayLib qui militait pour les droits des LGBT. Peu à l'aise avec les militants et sympathisants, déjà négativement remarqué lorsqu'il avait choisi de mettre en évidence la défense par Marine Le Pen du SLIP (souveraineté, liberté, identité, peuple), il accumule les déceptions électorales, déjà lors des dernières élections municipales où il a été battu à Denain.

On peut citer Andréa Kotarac, intellectuel issu des rangs de La France insoumise et qu'on a ainsi exposé (explosé ?) face à un Laurent Wauquiez plus droitier que jamais dans son fief.

Pour rejoindre le trio de tête des plus grandes plantades, on pourra citer Laurent Jacobelli dans le Grand Est (- 14,95 % et près de 65 % des voix de 2015 volatilisées). On notera la finesse qui a prévalu pour envoyer cet ancien cadre de l'audiovisuel passé chez Nicolas Dupont-Aignan prendre la tête de la liste Grand Est, lui qui venait d'être élu aux municipales à... Allauch, près de Marseille. Nul doute que les Alsaciens et les Mosellans ont dû apprécier ce transfert de dernière minute.

Mention spéciale pour le fringant Julien Odoul, passé par le PS, le

Nouveau Centre et l'UDI avant de rejoindre le RN, spécialiste des bourdes et gamineries sur les plateaux de télévision et pris la main dans le sac à plusieurs reprises, l'une avec une vidéo érotique et l'autre avec des plaisanteries choquantes sur le suicide des agriculteurs.

On citera bien sûr MM. Mariani, ancien ministre de Nicolas Sarkozy, et Garraud, élu UMP depuis 2015, ralliés de fraîche date et déjà récompensés d'un poste de député européen. Le député Garraud, très connu en Gironde et en Aquitaine, a donc logiquement été parachuté... en Occitanie, privant le maire de Beaucaire, Julien Sanchez, un peu trop identitaire, de la tête de liste. Au terme d'une campagne de sénateur qu'il n'a pas été, il décroche le 4<sup>e</sup> plus mauvais résultat avec - 9,21 points et 48 % des voix de 2015 perdues en route.

On pourrait finir le panorama avec Hervé Juvin, intellectuel puissant mais peu aguerri à l'exercice de campagne électorale et balancé sans troupes ni relais dans une région Pays de la Loire sinistrée par une énième série d'exclusions d'élus. Lui aussi déçoit avec 62 % des voix de 2015 qui sont perdues et un score en retrait de près de neuf points.

En 2021, seules deux têtes de listes l'étaient déjà en 2015 (Bay et Pennelle). Sur treize têtes de liste, Corse incluse, onze étaient dirigées par des personnalités ayant moins de dix ans d'ancienneté au FN/RN et six, plus de la moitié, n'avaient pas cinq ans. Mis à part les vétérans Nicolas Bay et Gilles Pennelle (dont les baisses des scores résistent plutôt bien à la débâcle générale), peut-on croire qu'un appareil militant de plus de 40 années ne puisse plus être capable de fournir des têtes de liste de qualité ?

Le choix d'une tête de liste est un acte politique majeur... et un hameçon électoral. Il n'est pas interdit d'être malin de temps en temps, mais la preuve est faite que la plus sûre façon d'obtenir un bon résultat est d'avoir une tête de liste compétente, enracinée et plus professionnelle que superficielle.

### **Croire qu'on peut gagner**

L'un des derniers facteurs déclencheurs du vote, c'est aussi de croire qu'on peut gagner. Tous les électeurs ne sont pas des purs esprits ni des idéologues et seule une petite partie d'entre eux est capable de rester, dans la durée, fidèle à un vote qui n'est que de témoignage, sans jamais apporter la satisfaction de la conquête – ni à son auteur la fierté d'être (enfin !) dans le camp des gagnants.

Ce qui explique pour partie le score très haut de 2015, c'est la succession de victoires et de bons résultats (européennes, municipales) qui donnaient au RN des perspectives alléchantes à l'aune du combat présidentiel qui s'annonçait et qui, rappelons-le, présentait une configuration inouïe avec une droite faible et déchirée (que les problèmes judiciaires de Fillon allaient achever) et une gauche éparpillée façon puzzle, sclérosée par un président qui ne pourrait pas se représenter.

Las, on connaît l'histoire et le génie de Marine Le Pen « à transformer en plomb l'or électoral » (la formule est de Jean-Yves Le Gallou), démarrant sa campagne à 31 % dans les sondages pour la finir à 21 % au premier tour, et réservant à ses soutiens, militants et électeurs l'humiliation que l'on sait entre les deux tours.

Nous avons déjà eu l'occasion d'analyser pour Polémia les comportements de l'électeur RN, notamment lors d'une étude

assez fouillée après les législatives 2017. Ce qui caractérise l'électeur RN, c'est qu'il y croit un peu, beaucoup, et puis plus du tout. Marine Le Pen et son incapacité à obtenir des succès est une fabrique à abstentionnistes et cette élection l'a montré une fois de plus.

Cette appétence au succès explique sans aucun doute le cas de PACA. Avec 36,38 % des voix, le RN obtient un score certes décevant par rapport aux sondages et rassemble 300 000 voix de moins que la jeune Marion Maréchal de l'époque, qui partait au combat sans rien lâcher de ses convictions et de son programme. Avec seulement 4,17 points de moins qu'en 2015 et la perte de seulement 42 % des voix de 2015 (meilleur score national), Thierry Mariani limite la casse. Ceci tient sans doute à la configuration médiatique et politique (la mauvaise mayonnaise LREM-Muselier, les appels du pied discrets de caciques LR comme le sénateur Leroy), et sondagière (un premier tour à 45 %, des perspectives de second tour le donnant gagnant dans tous les cas de figure...), à sa stature personnelle et à l'excellente campagne, moderne et dynamique, dirigée par Philippe Vardon qui en a profité pour continuer sa progression aux dépens de Christian Estrosi à Nice.

Malheureusement pour lui et pour les Provençaux, Mariani ne peut se dégager d'un mouvement national d'ampleur et c'est regrettable qu'une telle occasion soit ainsi gâchée. On imagine sans peine comment Marion Maréchal aurait pu tirer profit de cette mauvaise ratatouille ; mais c'est ainsi.

### **3. La suite ou le début de la fin**

Sur un plan purement électoral, la défaite de ces élections n'a rien de rédhibitoire, encore qu'elle aura des conséquences techniques et notamment financières.

Mais le mal est psychologique car depuis dimanche 20 juin à 20h00, plus personne en France ne croit à la possibilité d'une victoire de Marine Le Pen à la prochaine présidentielle. Certes, il s'agit là d'une mauvaise nouvelle pour Emmanuel Macron, mais là n'est pas notre sujet.

Techniquement, cette défaite et la baisse du nombre des élus (inconnue à cette heure de l'entre-deux-tours) vont réduire les recettes d'un parti qui est exsangue et court de plan de réduction de dépenses en plan de départ, de renégociation de prêts en échancier de créanciers de toutes sortes.

Pire encore, ce mauvais résultat va décourager les prêteurs réguliers qui fournissent au parti la cavalerie dont il a besoin pour survivre. Et le prêt, c'est comme le vote : c'est quand on y croit qu'on y va. Bref, tout ça est de fort mauvais augure pour le RN et le risque est très élevé que le parti en tant que structure juridique ne survive pas jusqu'à l'élection présidentielle prochaine.

À ces ennuis d'intendance s'ajoute, pire que tout, le poison de l'échec.

Amis ou ennemis de Marine Le Pen, exécutants dociles ou opposants humiliés ou cadennassés, tous savent que leurs mandats municipaux, européens, régionaux et départementaux les emmènent au-delà de la présidentielle, et même des deux suivantes pour ceux qui seront élus dimanche. Or personne ne croit à ce que Marine survive politiquement au-delà de celle de 2022, qu'elle ne pourra gagner.

Après des municipales catastrophiques, masquées par la victoire de Perpignan mais qui a fait disparaître le RN d'un nombre considérable de grandes villes et agglomérations, cette défaite vient rappeler que rien n'est jamais acquis et que la magie n'opère plus.

Longtemps, Marine Le Pen et son équipe ont cru qu'ils pouvaient baisser le ton sur l'immigration, l'identitaire, le régalien..., pour se consacrer davantage au social et à d'autres hobbies comme la défense des animaux (on notera d'ailleurs que là où le chouchou Chenu a le plus perdu, c'est dans la Somme des chasseurs, certainement fascinés par les déclarations anti-chasse incongrues de la présidente du RN...). Ils le pouvaient parce que, pensaient-ils, leurs électeurs étaient captifs et que personne de crédible ne se risquerait à être « mieux-disant » qu'eux sur ces sujets.

Tout le monde voit bien l'enchaînement de ces deux mauvaises nouvelles pour le RN : les électeurs ne sont plus captifs ; les captifs ont brisé leurs chaînes et ne jouent plus.

Et, par ailleurs, il semble que quelqu'un d'autre que Marine Le Pen aille se risquer sur le terrain de l'identité, avec plus de force, plus de sincérité, plus de convictions personnelles peut-être. Et avec une jachère électorale qui peut lui ouvrir des boulevards. Sans doute cela sera-t-il Éric Zemmour. Ou quelqu'un d'autre après son coup d'éclat de 2022.

Tous ceux qui suivent le camp national ne doivent pas en douter. Une page va se tourner. Ce qui commence n'est pas connu, mais ce qui va se clore est assez clair.

En 2022, Marine Le Pen abordera sa troisième élection présidentielle. Jamais deux sans trois. Trois échecs. Trois petits



tours et puis s'en va.

Comme toujours en politique, l'avenir commence (enfin) demain !

**Philippe Christèle**

23/06/2021

## **Addenda au lendemain du second tour**

### **Addendum n°1**

Le vendredi 25 juin, en pleine mobilisation des électeurs pour le 2<sup>e</sup> tour, le maire de Fréjus, David Rachline, décidait de twitter une photo de lui en train de célébrer un mariage homosexuel. Tweet parfaitement inhabituel et dont on comprend mal l'intérêt, puisqu'il ne peut que braquer les électeurs de droite et/ou catholique à un moment où il faut justement les fédérer. Une autre explication est possible. Maintenant qu'il est avéré que la seule chance de gain de région soit en Paca avec Thierry Mariani qui joue à fond l'union des droites que théorise Marion Maréchal (qui a d'ailleurs fait part de son soutien à Thierry Mariani, lequel l'a chaleureusement remerciée), il se pourrait que certains esprits tordus aient songé qu'il valait mieux pas de victoire du tout qu'une seule victoire qui valorise un homme de trop haute envergure pour être contrôlé par Marine Le Pen et, de plus, sur une stratégie qui est combattue depuis toujours. Jean-Marie Le Pen a longtemps eu cette fâcheuse habitude de ruiner les espoirs de victoires locales par tel ou tel dérapage à quelques jours du vote. Jacques Peyrat et d'autres s'en souviennent encore. Voilà au moins un héritage politique que Marine n'aura pas renié.

### **Addendum n°2**

Le débat du second tour dans les Hauts de France, au soir du 24 juin, a montré une scène étonnante. Xavier Bertrand a ainsi asséné qu'il valait mieux « être avec les communistes qu'avec les identitaires. » Face à lui, Sébastien Chenu est resté scotché, comme englué dans l'édifice de dédiablement de Marine Le Pen. Non content de n'avoir pu renvoyer Bertrand dans les cordes sur les crimes du communisme, sans doute par manque de culture historique mais aussi par prison idéologique, il n'a pas pu non plus défendre les identitaires. Et pour cause, puisque quelques jours avant le vote du premier tour, il congédiait la jeune Thaïs d'Escufon, qui avait travaillé comme community manager de sa campagne et dont il venait de découvrir l'appartenance aux dits Identitaires.

Non seulement la dédiablement échoue à mobiliser des électeurs, mais elle désarme dans les débats politiques et rend bête face à un opposant parfaitement renseigné.

### **Addendum n°3**

Les résultats du 2<sup>e</sup> tour sont tombés et confirment les résultats du premier. Non seulement aucune collectivité n'a été gagnée, mais le nombre d'élus régionaux est en nette baisse, de 358 en 2015 à 252 désormais, soit une perte de 30 %.

Les résultats aux élections départementales sont aussi mauvais. Sur les 2 054 cantons français, le RN en avait conquis 31 en 2015. Il en détient désormais 14. Les espoirs de conquête des départements à portée comme le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales ou le Gard sont envolés. Aucun canton de Perpignan n'a été gagné et les pertes sont cruelles dans les Hauts-de-France, notamment dans le Pas de Calais et dans l'Aisne où même

le canton de Villers-Cotterêts a été perdu.

Malgré le bon sursaut de 2<sup>e</sup> tour en PACA (+ 104 000 électeurs) et dans le Grand Est (+ 63 000), les électeurs du RN sont restés sourds aux appels, parfois rugueux de leurs têtes de liste.

5 têtes de liste sur 12 continuent de perdre des électeurs par rapport au premier tour, notamment dans les régions où le duel droite-gauche était à fort enjeu.

Le plus emblématique de ces cas-là est le piteux résultat du prodige du RN, Jordan Bardella, qui ne rassemble plus que 10,79 % des électeurs franciliens (perte additionnelle de 33 000 électeurs entre deux tours) et ramène ainsi le RN en arrière, en deçà de sa performance de 1986 !

On notera également les scores très fragiles en Pays de la Loire (10,48 %) ou en AURA (11,18 %) où on ne peut pas dire que le choix d'Andréa Kotarac de finir sa campagne au mémorial du Vercors lui ait servi à grand-chose.

Quant à Thierry Mariani, il sauve les meubles mais réalise un score inférieur à celui de Marion Maréchal. On notera d'ailleurs que le seul canton à avoir sauvé son nombre d'élus régionaux et l'ensemble de ses cantons (3) est le département du Vaucluse. Il se trouve que la fédération départementale est l'une des rares à n'avoir pas été purgée de ses cadres de l'époque Marion et à disposer ainsi d'un véritable enracinement de ceux-ci. Il n'y a jamais de hasard en politique.

#### **Addendum n°4**

Le dernier enseignement de cette séquence électorale sera le discours de Marine Le Pen. Certes soucieuse de passer ce scrutin par pertes et profits, tout comme Emmanuel Macron d'ailleurs, elle

a livré un discours rapide et particulièrement terne, appelant l'ensemble des acteurs politiques à réfléchir sur la démocratie locale et l'envie de politique. Ce discours suivait, à quelques minutes, celui de Xavier Bertrand, agressif et offensif, parlant avec emphase des classes moyennes qui souffre, de la France qui travaille et de celle qui respecte les règles.

Il semble donc confirmé que les leçons ne seront pas tirées, alors qu'elles sont évidentes.

L'ensemble de ces éléments et résultats confirme la pertinence, pour qui veut faire une analyse rigoureuse, des points cités dans le corps principal de notre article.

**Philippe Christèle**

28/06/2021